

Assassinat de Gaza

De la politique suicidaire du Hamas à la folie meurtrière d'Israël

● ● ● **Jean-Bernard Livio s.j.**, Villars-sur-Glâne
Bibliste, spécialiste du Proche-Orient

L'offensive israélienne contre les Palestiniens de Gaza, répondant à une attaque de roquettes depuis ce territoire, a fait la une de nos médias. Comme toujours, cette guerre a été non seulement violente, meurtrière et injuste, mais surtout absurde : elle ne résoudra ni la situation locale ni celle de l'ensemble de la région. Au contraire. Ces derniers événements mettent en exergue l'isolement du Hamas, les véritables motivations israéliennes et les problèmes d'identité de sa population.

Les manifestations de rue dans les villes européennes l'ont prouvé : Israël n'a plus vraiment le soutien et l'estime populaire car on ne comprend pas la violence de son armée super-sophistiquée, dotée des armes les plus précieuses qu'il soit sur le marché aujourd'hui. Or n'a-t-on pas assisté à un massacre, du genre à déchaîner les violences les plus basses et à enflammer la colère des masses ? Et qu'en sera-t-il, dans les pays arabes voisins, l'Égypte et la Jordanie, une fois les canons tus ? Les gouvernements de ces deux pays ont signé la paix avec Israël, mais leurs populations peinent à accepter que cette paix ne profite pas encore à tous les habitants du territoire.

Ces derniers mois n'ont fait qu'engendrer des tensions de plus en plus incontrôlables au cœur du monde arabo-musulman, car les derniers bombardements prouvent que Tsahal ne cherche pas seulement à détruire quelques sites armés chez l'ennemi, mais à assassiner la bande de Gaza tout entière. Le moment choisi par Israël pour perpétrer ce massacre n'est du reste pas innocent : vacance de pouvoir à la Maison Blanche et proximité immédiate de législatives en Israël (10 février), dont sortiront de nouveaux gouvernements, pas forcément plus enclins à trouver une solution pacifique.

Personne pourtant n'est dupe parmi les observateurs de la politique au Proche-Orient : Israël déclare s'en prendre au Hamas, et la diplomatie internationale peine à lui donner tort ; or le Hamas est plus que jamais isolé dans le monde arabe. Aucun gouvernement au Moyen-Orient n'a pris officiellement sa défense durant ces dernières semaines. Ceci ne risque-t-il pas d'inciter Israël à aller beaucoup plus loin (tant qu'aucune solution ne lui sera imposée du dehors), au risque d'incendier toute la région ? Mais dans ce cas, l'État hébreu risque fort de ne pas y survivre.

Faiblesses palestiniennes

Et du côté des Palestiniens de Gaza ? Car c'est bien eux qui saignent et meurent dans toutes nos *news*. Que peuvent-ils encore espérer du Hamas, ce parti créé en son temps par la droite israélienne pour contrer toute velléité de constituer un gouvernement palestinien unifié autour de Yasser Arafat et de son successeur ? Certes le Hamas est un parti politique révolutionnaire, mais n'oublions pas qu'il a commencé par se dévouer à la cause des plus pauvres. Ainsi a-t-il su s'acheter des voix et gagner les élections.

Bien sûr, le point de vue occidental n'a cessé de souligner l'appartenance (présomée) du Hamas au milieu de l'extrémisme islamique, synonyme de terrorisme ; c'est pourquoi aucun de nos pays occidentaux - au mépris du sens le plus élémentaire de la démocratie qui nous est pourtant si chère - n'a voulu reconnaître la légitimité des législatives qu'il a remportées en 2006, avec plus de 60 % des voix.

Depuis, le Hamas a voulu (dès juin 2007) faire cavalier seul, s'opposant ouvertement à la politique de l'Autorité palestinienne (Mahmoud Abbas a plus d'une fois montré qu'il en manquait totalement, faute de s'en donner les moyens). Le Hamas a gagné en accusant les « autorités » palestiniennes de corruption et de faiblesse, mais, depuis, il a prouvé qu'il était lui aussi gangrené par la corruption - cette même corruption qui a fait chuter le gouvernement israélien et son Premier ministre sortant Ehoud Olmert. Aujourd'hui le Hamas a cessé d'être le défenseur des intérêts palestiniens, même à Gaza, prisonnier d'une spirale intégriste et terroriste.

Mais demain, quand la guerre aura cessé, quand les Gazaouis se réveilleront plus pauvres et plus démunis que jamais, qui les aidera à regagner dignité et confiance en eux ? Le Hamas sait déjà qu'il n'a pas le monopole de la cause palestinienne, qu'il n'en est plus le porte-parole et qu'à force de vouloir faire chuter le gouvernement de Mahmoud Abbas, il s'est coupé de l'appui nécessaire de ses voisins et riches alliés arabes. Sans l'Égypte, sans l'Arabie saoudite, les Palestiniens ne pourront jamais se faire entendre par la communauté internationale ; il ne manque pas de voix palestiniennes, même à Gaza, pour déclarer que leur survie dépend du consensus arabe. Or celui-ci ne se fera pas avec un Hamas terroriste.

Mais ces voix, sous le bruit écrasant des missiles, personne ne peut plus les entendre ! Alors la violence prend le dessus ; et l'homme de la rue (même dans nos capitales) se plaît à souhaiter que les petits palestiniens vainquent le géant israélien - le conte biblique n'est jamais très loin. Mais ne rêvons pas ! La paix ne se construit pas par l'écrasement de l'un par l'autre mais par la voie difficile de la prise en compte des revendications légitimes de tous. Et par la négociation, où forcément chacun doit donner pour recevoir. Mais sait-on donner en Israël ?

Qui est Israélien ?

Depuis trop longtemps, on tente en Israël de berner le monde entier en maintenant dans toute la propagande sioniste - et ce déjà lors de la création de l'Etat hébreu, au lendemain des horreurs nazies - l'amalgame entre « juif » et « israélien ». Au point que l'on n'ose pas critiquer la politique d'Israël sans se faire traiter d'anti-juif. Au point que l'on n'a jamais vu des personnalités religieuses du monde juif se prononcer contre la politique inhumaine de l'armée israélienne d'occupation. Au point que l'on désespère de voir un jour une majorité à la Knesset capable de voter une constitution nationale. Car on bute régulièrement sur un obstacle majeur : définir « qui est israélien » (art. 2).

Dans toute constitution, il est de règle de mentionner de qui l'on parle. Or ce qui semble facile et évident dans tout pays démocratique est un casse-tête en Israël. Pour la droite et les religieux, il est impossible de définir un Israélien sans mentionner sa nécessaire origine juive ! Mais que faire alors de ce million et demi d'*Israéliens* (1 sur 3), avec passeport et citoyenneté israéliens, d'ori-

A lire

Emmanuel Faux, *Le nouvel Israël. Un pays en quête de repères*, Seuil, Paris 2008, 296 p.

Sari Nusseibeh et Anthony David, *Il était un pays. Une vie en Palestine*, J.-C. Lattès, Paris 2008, 502 p.

gine arabe, chrétiens ou musulmans. Sans oublier les druzes. Cette collusion est le plus grave danger qui menace l'existence de l'Etat hébreu. Et personne n'ose vraiment se l'avouer. Alors, on préfère se trouver un ennemi commun pour souder l'impossible unité des Israéliens. Heureusement, tout récemment, devant le bâtiment des Nations Unies à Genève, on a pu voir un homme, québécois et juif, qui brandissait une pancarte : « La guerre à Gaza ne se fait pas au nom des juifs ! » Il y est resté quinze jours, seul ! N'y avait-il personne parmi les hommes de bonne volonté de chez nous pour venir le soutenir dans sa revendication identitaire ? Courageuse et combien nécessaire tentative de clarification, pour que demain il n'y ait plus dans nos populations occidentales, ni antisémitisme ni réactions anti-juives, mais que naisse, au nom de la raison (et pourquoi pas au nom de ce Dieu auquel juifs, musulmans et chrétiens croient), une saine critique de tout pouvoir corrompu et une condamnation sans appel de toute autorité assassine.

Gaza, sous occupation



Quelques vérités

Dans la presse israélienne, des voix, chaque jour plus nombreuses, s'élèvent pour rappeler quelques autres vérités, à garder en mémoire dans notre lecture quotidienne de tous ces crimes contre l'humanité : « Non, nous ne faisons pas que de nous défendre », écrit l'historien Tom Segev dans le *Ha'aretz*.¹ Et il poursuit à peu près dans ces termes : arrêtons d'affirmer que l'attaque contre Gaza veut éradiquer les roquettes que lance le Hamas et par là le terrorisme ; le terrorisme zéro n'existe pas, aucune région du monde ne peut prétendre en être indemne.

Vu la perspective des élections israéliennes, les bombardements ont débouché sur une sorte de cessez-le-feu. Mais après ? N'a-t-on donc pas appris, depuis plus de 60 ans, qu'aucune opération militaire n'est jamais parvenue à faire progresser un quelconque dialogue avec les Palestiniens ? Et ne tombons pas dans ce cliché sioniste : « Il n'y a personne (de légitime) à qui parler. » Car c'est Israël lui-même qui fait en sorte qu'aucun de ses ennemis ne devienne jamais suffisamment fréquentable pour se transformer en partenaire.

Rappelons qu'après la guerre des Six Jours, il était question dans les résolutions d'Igal Allon, alors Premier ministre, de permettre à quelques milliers de familles (palestiniennes) de la bande de Gaza de se reloger en Cisjordanie. Cela ne s'est jamais fait ! Parce que la Cisjordanie était destinée à la colonisation de peuplement, politique poursuivie depuis par tous les gouvernements israéliens, tant de gauche que de droite.

1 • In *Courrier International* 1^{er}-7 janvier 2009, p. 6.

C'est Muli Peleg qui signe dans *Yedioth Aharonot* l'affirmation selon laquelle l'offensive militaire appelé *Plomb durci*² n'est rien d'autre qu'une énorme campagne de propagande électorale du chef du parti travailliste Ehoud Barak. Campagne financée à peu de frais [sic !] puisque prise sur le budget du ministère de la Défense qu'il dirige ! De l'issue de *Plomb durci* dépend l'issue des législatives. Barak le sait bien : celui qui se montrera au combat le plus fort [comprenez : le plus meurtrier] risque bien de sortir vainqueur des urnes.

Même son de cloche chez Yossi Verter, dans *Ha'aretz* : cette guerre est celle d'Ehoud Barak, « lequel tente d'écarter, pour lui et son parti, le spectre de la défaite humiliante que lui prédisent tous les sondages. Mais il joue gros ; en cas d'échec, le pouvoir tombera comme un fruit mur entre les mains de son rival du Likoud. »

Quant à la plume de Michel Warschawski, directeur de l'agence de presse israélienne AIC - Centre d'information alternative, elle se fait une fois de plus grinçante : « Bien que rapportant plus ou moins correctement les principaux faits de l'offensive en cours, les médias occidentaux donnent des titres, optent pour des points de vue ou des analyses qui de fait ne rapportent que la version pro Israël. On ne lit pas *Israël bombarde les Palestiniens*, mais *Israël attaque le Hamas*, comme si larguer une bombe

en plein cœur de Gaza, qui est la ville la plus densément peuplée du monde, ne signifiait pas causer volontairement des morts civils. »³

On aimerait entendre plus de voix, dans chaque camp sur place, s'élever pour dire l'absurdité d'une guerre qui ne fait que tuer sans apporter aucun signe noyau d'apaisement.

J.-B. L.

politique

Relire l'Histoire

Rashid Ismaïl Khalidi, professeur à l'Université Columbia de New York et auteur de *Palestine, histoire d'un Etat introuvable*, a publié en janvier, dans le *New York Times*, un article rappelant des points souvent « oubliés » à propos de Gaza.

- La plupart des 1,5 million d'habitants de la bande de Gaza ne s'y trouvent pas volontairement, mais suite aux transferts de force opérés en 1948 par l'armée israélienne.
- Les habitants de Gaza vivent sous l'occupation d'Israël depuis la guerre des Six Jours. Israël est considéré comme une force occupante bien qu'il ait retiré ses troupes et colonies en 2005, car l'Etat hébreu contrôle toujours les accès à la zone, l'espace aérien, les importations et les exportations ; ses forces entrent à Gaza selon son bon vouloir. En tant que puissance occupante, Israël est responsable du bien-être de la population de Gaza, conformément à la 4^e Convention de Genève.
- La fermeture des frontières imposée par Israël à la bande de Gaza est devenue de plus en plus fréquente et stricte après la victoire du Hamas aux élections législatives de janvier 2006. Le blocus a causé une augmentation du chômage, de la sous-alimentation et une dégradation des moyens médicaux. Il s'agit là d'une punition collective à l'égard d'une population exerçant ses droits démocratiques.

2 • Il n'est pas certain que ce soit la bonne traduction française, puisque l'expression en hébreu est tirée d'une comptine de Bialik qui parle d'une toupie en *plomb fondu*, comptine que les enfants chantent lors des fêtes de Hanoukka (la fête des lumières) pendant lesquelles l'offensive sur Gaza a été lancée en décembre 2008... La fête de Hanoukka commémore la purification et la dédicace du temple de Jérusalem et de son autel en l'an 164 avant J.-C.

3 • *Apic*, 31 décembre 2008.